Canada peuvent se diviser le marché de façon équitable. Voici:

En Ontario, certains producteurs de poulets de grill sont légèrement nerveux. Ils craignent qu'on accorde trop au Québec pendant les négociations actuelles de partage du marché. D'aucuns ont émis l'opinion que ces deux provinces devraient desservir chacune leur propre marché. Ainsi, l'Ontario avec une population de 7 millions et le Québec avec une population de 6 millions se partageraient le marché dans une proportion de 7 contre 6.

Mais il faut aboutir à un compromis. Actuellement, le Québec demande 39 p. 100 du marché national contre 35 p. 100 pour l'Ontario, c'est-à-dire que les deux provinces assureraient 74 p. 100 de la production. John Janzen, directeur du Conseil des producteurs de poulets de grill de l'Ontario déclarait: «Il est impossible que nos producteurs l'acceptent car ce serait donner une partie du marché de Toronto au Québec.»

Par contre, ajoutait Janzen, il est possible que les producteurs de poulets de l'Ontario acceptent un partage moitié-moitié malgré de fortes réticences. Un partage moitié-moitié signifierait que l'Ontario et le Québec auraient chacun 37 p. 100 du marché national. En réalité, cet arrangement accorderait au Québec plus de 500.000 consommateurs habitant en Ontario, soit ce qu'on appelle le marché d'Ottawa.

Voilà deux provinces qui discutent de la façon dont elles vont se partager le marché national. En fait, nous avons là une situation où ces deux provinces se sont assurés 74 p. 100 du marché intérieur du poulet de grill, alors qu'elles n'ont qu'environ 59 p. 100 de la population. D'après moi, quiconque n'habite pas une des régions les plus peuplées du Canada mais habite une région à très forte production, vivra dans la crainte constante de tomber contre sa volonté sous le coup de cette loi.

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je présume qu'il est assez inhabituel qu'un citoyen ait quelque chose à dire sur ce bill et surtout sur les amendements du député de Crowfoot (M. Horner). Pendant tout ce débat, je me suis inquiété d'une chose. On a beaucoup parlé du producteur sans trop s'inquiéter du consommateur. J'estime qu'il nous faut lui apporter une certaine aide et veiller à ce que les prix à la consommation n'augmentent pas. Tous les mémoires semblent prévoir une augmentation des coûts à la consommation. J'ai été très impressionné par le mémoire de la Chambre de commerce de Winnipeg dont j'aimerais citer quelques passages.

M. Rose: Vous avez été impressionné? Moi, je l'ai trouvé désastreux.

M. Alexander: Oui, j'ai été impressionné. Dans ce mémoire, daté de février 1971, on trouve la déclaration suivante:

La Chambre de commerce de Winnipeg est très consciente du besoin qu'il y a d'améliorer le mécanisme de commercialisation au niveau du producteur primaire tout en tenant compte du fait que toute loi affectant ce secteur de l'économie aura des conséquences importantes pour les stages intermédiaires de la transformation et de la distribution ainsi que pour le consommateur.

Tout en reconnaissant la nécessité d'améliorer les mécanismes de commercialisation au niveau du producteur primaire, la Chambre de commerce de Winnipeg désire à ce moment-ci souligner le fait que les prix, déterminés par l'offre et la demande normales, sont une partie essentielle de la libre entreprise. Toute loi dans ce domaine doit être conçue afin de donner plus de liberté au marché plutôt que de lui imposer des restrictions artificielles.

Il me semble très étrange, en examinant l'article 22 du bill—et on voudra bien me corriger si je commets une erreur—d'y constater qu'un seul paragraphe se rapporte aux droits du consommateur. Je renvoie la Chambre au

chapitre intitulé «Objets et pouvoirs», à l'alinéa b) de l'article 22, rédigé en ces termes:

... compte tenu des intérêts des producteurs et des consommateurs du ou des produits réglementés.

A mon avis, ce n'est qu'une pieuse déclaration d'intention de la part du gouvernement, car on n'explique rien et on ne protège pas le consommateur. Le consommateur ne se trouve pas représenté. La gestion de l'offre semble avoir été très souvent mentionnée au cours de ce débat, mais peu nombreux sont ceux qui l'acceptent, car elle entrave le libre-échange entre les provinces. En ce qui concerne les marchés internationaux, nous serons mis au rancart. A la longue, cela entraînera une majoration des coûts du producteur, dont on fera porter le poids au consommateur. Je voudrais que le compte rendu fasse ici état de ma déclaration. En étudiant un projet de loi comme celui-ci, nous devons envisager ce qu'il réserve à longue échéance au consommateur. Il s'agira ici d'un impôt dissimulé. Le consommateur devra payer davantage pour ses marchandises.

Je note avec satisfaction qu'après certaines délibérations et certaines constatations, le gouvernement a pu en arriver à une solution qui admet la grande majorité des producteurs, à l'exception de ceux qui, à longue échéance, seront en mesure de faire comme bon leur semblera, grâce à des lois d'autorisation, et de se prévaloir de la loi. Il faut délibérer plus longuement, selon moi, sur ce qu'il en coûtera en fin de compte au consommateur une fois que le bill sera adopté. Nous ferions bien de songer à cet aspect de la question.

• (8.50 p.m.)

M. Jerry Pringle (Fraser Valley-Est): Monsieur l'Orateur, c'est un fait reconnu, je pense, que les députés qui traitent à la Chambre de commercialisation des produits agricoles, de projets de loi sur les grains et d'autres mesures législatives du domaine agricole m'ont toujours inspiré beaucoup de respect. J'ai toujours été frappé du nombre de spécialistes en agriculture à la Chambre, mais moins du savoir-faire.

Nous venons d'entendre le représentant d'Hamilton-Ouest (M. Alexander), avocat remarquable et excellent camarade. Je suis sûr qu'au sortir de l'université, lorsqu'il reçut son diplôme d'avocat, il ne s'est pas empressé de mettre une enseigne à son nom et d'ouvrir un bureau. Non, monsieur l'Orateur, il a consulté l'ordre des avocats, où ses collègues l'ont bien accueilli et lui ont dit de suivre leurs conseils. Quand nous serons d'avis que vous êtes prêt, lui ont-ils dit, vous pourrez mettre votre enseigne d'avocat, signifiant qu'à notre avis vous êtes prêt à remplir les fonctions d'avocat et à exiger des honoraires. Cela s'appelle être admis au barreau.

Le fermier est un peu mieux partagé que cela, monsieur l'Orateur. Je pense qu'une sorte de gestion de l'offre existe dans toute industrie, qu'il s'agisse du Canada, des États-Unis, de la plupart des autres pays. L'industrie de l'automobile n'irait pas fabriquer des voitures si elle n'avait pas de marché. Du moment que ces gens-là se rendent compte du tarissement d'un marché, ils cessent toute fabrication. De fait, cette industrie est si bien organisée qu'ils ne fabriquent plus de voiture avant d'être sûrs de la vendre. Et pourtant les gens s'imaginent que l'agriculture va produire et produire continuellement.